

RikiKisaitou *

Le petit guide pratique des PE stagiaires

Rentrée 2010



**Une publication
du SNUipp-973**

* le **Kisaitou** est le memento administratif du SNUipp pour les PE consultable sur :

<http://www.snuipp.fr>



SNUipp-Guyane

Bât. F n° 24
Cité Mont-Lucas
97300 Cayenne



**Vous avez réussi le concours
Bravo !**

Et bienvenue dans le métier.

Le SNUipp, premier syndicat national des enseignants du primaire, a conçu ce livret pour vous aider dans vos premiers pas à l'école.

La réforme de la formation, rejetée par l'ensemble de la communauté éducative, se met en place à cette rentrée. Parce qu'enseigner est un métier qui s'apprend, nous pensons toujours que cette réforme doit être retirée et nous continuerons d'agir en ce sens.

Vous allez donc être en responsabilité de classe pendant la plus grande partie de votre année de professeur stagiaire. Dans cette situation complexe, vous pourrez compter sur nous pour vous apporter toute l'aide nécessaire.

Nous aurons l'occasion de nous rencontrer tout au long de l'année dans les **écoles** ou lors de nos **réunions syndicales**. Vous pourrez aussi nous joindre dans les permanences que nous tiendrons directement à notre adresse locale.

A bientôt et bonne rentrée !

Sommaire

1. Être fonctionnaire stagiaire

- l'organisation de l'année de stage,
- la rentrée
- le statut de fonctionnaire,
- les indemnités, les congés, les absences, changer de département...

2. L'école

- la classe, le métier : la rentrée, les fonctions spécifiques, l'argent de l'école, la scolarisation des élèves en situation de handicap
- sécurité, responsabilité, les sorties scolaires, les déplacements, la surveillance, la protection de l'enfance...
- la carrière, le salaire

3. Dans notre département

- les instances,
- le mouvement,
- les règles départementales,
- les élus du personnel,
- adresses utiles...



**Nouveau Kisaitou
avec son CD-ROM
en vente 32 €
à la section
départementale**

(26 € pour les syndiqués)

Ou à consulter sur :
<http://www.snuipp.fr/Kisaitou/Kisaitou.html>

Contacts

Permanences au local de MontLucas:

sur RV du lundi au vendredi

le mercredi de 9H à 12H



0594 30 89 84

0594 30 13 52

port : 0694 27 15 29

e-mail : snu973@snuipp.fr

Site départemental :

<http://973.snuipp.fr>

Site national : <http://www.snuipp.fr>

1. Être stagiaire



Organisation de l'année de stagiaire

Le SNUipp, qui demande toujours une tout autre réforme de la formation afin de permettre une véritable professionnalisation indispensable à l'exercice du métier d'enseignant, vous accompagnera tout au long de votre entrée dans le métier et de votre carrière.

L'absence de concertation et la précipitation des décisions visant à recruter les enseignants au niveau master affaiblissent davantage la formation. Le SNUipp continue de demander le retrait de cette réforme et l'ouverture de négociations avec tous les acteurs concernés. La formation des enseignants est une question essentielle pour l'avenir du système éducatif. Elle définit la conception du métier et influe sur l'évolution des pratiques.

L'année de stage

Pour l'année de stage après le concours, le ministère a prévu un accueil, fin août, avant la rentrée sur la base du volontariat, puisque les lauréats du concours ne seront pas encore officiellement fonctionnaires stagiaires.

De la rentrée jusqu'aux vacances d'automne, les stagiaires doivent être placé(e)s en surnombre dans une école ou dans la classe d'un maître formateur. Si les dispositifs sont différents selon les départements, la première période de l'année doit permettre de « *pouvoir faire classe en présence d'enseignants expérimentés* ».

Ensuite, les stagiaires seront nommé(e)s sur des remplacements longs. Un tiers du temps de service devant être consacré à de la formation : en plus des premières semaines « *d'accompagnement* », des périodes de formation devraient être dispensées par l'université.

- Le SNUipp a obtenu que le tiers temps de formation soit bien inscrit dans le temps de service. En revanche, notre demande pour que la période d'accompagnement à la rentrée ne soit pas prise en compte dans ce tiers temps n'a pas été entendue.

- Le SNUipp a également exigé que le rôle des IUFM et des maîtres formateurs soit réaffirmé. Accueillir et accompagner les stagiaires dans leur prise de fonction ne s'improvise pas.

- le SNUipp est intervenu pour que les formations en T1 et T2 soient maintenues et garantir un accompagnement des enseignants débutants.

Le SNUipp a fait reconnaître au ministre la nécessité de ne pas placer les stagiaires en responsabilité d'une classe dès la rentrée.

Mais le dispositif proposé reste très en deçà de nos demandes et aléatoire selon les moyens des départements. Par ailleurs, la formation professionnelle ne peut se réduire à un « *compagnonnage* » de la part « *d'enseignants expérimentés* » et d'une simple mise en situation.

Dans notre département

L'accueil en début d'année est assuré par les inspecteurs qui proposeront des regroupements dans leur circonscription dans la première semaine de septembre.

Les stagiaires ont été nommés sur l'ensemble du département selon leur rang au concours dans la mesure du possible et au cas par cas, en tenant compte des contraintes familiales.

Les stagiaires sont divisés en deux groupes, ceux qui n'ont jamais enseigné et ceux qui ont une expérience de l'enseignement, qui dès la rentrée se verront confier une classe.

Pour le premier groupe, jusqu'à la Toussaint, les stagiaires seront en surnombre dans une école ou dans la classe d'un maître formateur ou d'un maître d'accueil. Ils seront ensuite nommés sur des remplacements longs.

Les stagiaires du second groupe, en charge de classe dès la rentrée, sont pour la plupart en poste sur des sites éloignés. Ce sont souvent des anciens contractuels qui ont déjà une expérience de l'enseignement.

Un dispositif de tutorat faisant appel à des maîtres formateurs et des enseignants expérimentés sera mis en place pour assurer un suivi sur le terrain des stagiaires. C'est le compagnonnage. L'ensemble du personnel enseignant des écoles participera à des degrés divers à l'effort de formation.

Des stages sont prévus dans les circonscriptions ou à l'IUFM pour parfaire la formation. En Guyane, ce temps de formation inscrit sur le temps de service sera bien en deçà du tiers temps prévu à cette effet.



L'année de stagiaire (suite)

Les compétences professionnelles

L'année de stage se fonde sur un référentiel de 10 compétences déclinées en « connaissances », « capacités » et « attitudes », actant la complexité du métier. Leur validation, par les formateurs, s'effectuera le plus souvent à partir de "documents types" élaborés localement.

- Agir en fonctionnaire de l'État et de façon éthique et responsable
- Maîtriser la langue française pour enseigner et communiquer
- Maîtriser les disciplines et avoir une bonne culture générale
- Concevoir et mettre en œuvre son enseignement
- Organiser le travail de la classe
- Prendre en compte la diversité des élèves
- Évaluer les élèves
- Maîtriser les technologies de l'information et de la communication
- Travailler en équipe et coopérer avec les parents et les partenaires de l'école
- Se former et innover.

Le SNUipp demande le maintien de l'année de PE2 à l'IUFM pour les lauréats du concours.

Le SNUipp revendique :

- . un recrutement sous condition de licence.
- . une formation initiale professionnelle de deux ans rémunérée, comptant pour la retraite, reconnue par un master et incluant l'année de préparation au concours.
- . le maintien et le développement du potentiel de formation avec des équipes pluri-catégorielles et des IUFM rénovés.
- . une formation adossée à la Recherche avec une collaboration plus grande entre les composantes universitaires et les IUFM s'appuyant sur des équipes pluri-catégorielles de formateurs, dont les PIUFM et les Maîtres Formateurs font partie,
- . un cadrage national de la formation en terme de volumes horaires qui doit être significativement augmenté et des contenus de formation,
- . une année de fonctionnaire stagiaire en alternance avec 2/3 de formation à l'IUFM, et 1/3 en stage,
- . une année de T1 à mi-temps sur le terrain pour construire des compléments didactiques et disciplinaires pour s'exposer à l'analyse de pratique en présence des PIUFM, encadrés par des EMF, DEA et CPC

De validation à la titularisation :

La validation : un jury académique nommé par le recteur se prononce sur le fondement du référentiel de compétences à partir de l'avis formulé par l'inspecteur de l'éducation nationale. Cet avis se fonde sur le rapport établi par le tuteur auprès duquel le fonctionnaire stagiaire a effectué son stage.

La certification : Après délibération, le jury établit la liste des professeurs stagiaires qu'il estime aptes à être titularisés. Le jury propose un entretien à tous les fonctionnaires stagiaires pour lesquels il envisage de ne pas proposer la titularisation.

Le jury formule également un avis sur l'intérêt d'autoriser le stagiaire à effectuer une deuxième et dernière année de stage.

Le recteur, représentant de l'État employeur, arrête la liste des PE déclarés aptes à être titularisés. Il arrête également la liste des stagiaires autorisés à accomplir une seconde année de stage et la liste des PE stagiaires licenciés*.

* En cas de 2ème année de stage, vous serez maintenu stagiaire en classe devant les élèves.

En cas de licenciement, un PE stagiaire a droit aux allocations de chômage. Il faut se rendre au Pôle Emploi le plus proche.

Avant d'en arriver là... il faut savoir que tout le monde peut rencontrer des difficultés à un moment ou à un autre. N'attendez pas ! Questionnez vos formateurs et adressez-vous au SNUipp. Prenez contact le plus tôt possible.

La titularisation : l'Inspecteur d'Académie prononce alors la titularisation, dès signature du PV d'installation sur le premier poste. Elle prend donc généralement effet le 1^{er} septembre.

Pour le SNUipp, ces nouvelles modalités ne constituent pas une validation effective d'une année de formation professionnelle.

La composition du jury est modifiée. Il n'y a plus de formateurs et

d'enseignants, mais seulement des inspecteurs de



l'éducation nationale. Le stagiaire ne bénéficiera plus du "regard croisé" des professionnels.

La rentrée

Vous avez réussi le concours. Votre statut est celui de "fonctionnaire stagiaire de l'État", régi par le décret 94-874 du 07/10/1994.

La pré-rentrée

Le jour de la pré-rentrée, les enseignants se rendent dans l'école où ils sont affectés, ou à défaut au siège d'une circonscription en attendant leur affectation.

Un **Conseil des Maîtres** doit se tenir pour réajuster la répartition des classes (si ce n'est déjà fait), l'organisation de l'école (services de surveillance, concertations, réunions avec les familles, etc...) et donner un avis sur tout problème lié à la vie de l'école.

Le jour « J » dans l'école

Accueil des élèves : 10 mn avant les cours (suivant règlement type des écoles).

Appel des élèves : Le **registre des présences** doit être régulièrement tenu.

Documents à distribuer à chaque enfant : **fiche de renseignements** à faire remplir par la famille (état civil de l'enfant, des parents ou autres tuteurs, profession, adresses, numéros de téléphone, personnes à contacter en cas d'accident, noms des personnes habilitées par la famille à venir chercher l'enfant), **règlement scolaire**, **calendrier**, matériel « **assurance scolaire** » (documents des associations de parents d'élèves et imprimés MAE).

NB : l'assurance scolaire est recommandée. Solliciter les parents pour qu'ils fournissent les récépissés de l'assurance de l'enfant.

Documents obligatoires

- **Liste des élèves avec fiches de renseignements** (à emporter en cas de sortie de l'école),
- **Registre des présences** (signaler les élèves dont l'assiduité est irrégulière, les absences sans motif légitime ni excuse valable, à partir de quatre demi-journées dans le mois),
- **Emploi du temps** (affiché),
- **Dossiers de suivi des élèves, d'évaluation**,
- **Règlement départemental ou intérieur**, établi par le conseil d'école,
- **Progressions par matières** (à afficher).

Sans oublier, bien sûr, **cahier de coopérative**, **cahier journal** (conseillé), **préparations journalières**.

Coopérative scolaire

Disposer d'argent pour financer des projets ou acheter des petites fournitures au quotidien n'est pas sans obligation. La mise en place d'une coopérative scolaire, dont le principe est d'associer les élèves à la gestion et à la prise de décision, constitue une réponse intéressante. La gestion de la coopérative scolaire est de la responsabilité d'un bureau de coopérative de l'école. La coopérative doit être affiliée à l'OCCE ou constituée en association « loi 1901 ». Un état des recettes et dépenses doit être établi.

Temps de service

Depuis la rentrée 2008, le temps est de 24 heures d'enseignement par semaine pour les élèves.

Les enseignants gardent un service de 27 heures : 24h d'enseignement hebdomadaire devant tous les élèves et 108h annuelles d'activités réparties entre, 60h destinées à l'aide individualisée aux élèves en difficulté et au temps d'organisation associé, 24h pour le travail d'équipe, la relation avec les parents et le suivi des PPS pour les élèves handicapés.

18h sont dévolues aux animations pédagogiques et à la formation et enfin 6h aux conseils d'école.

Dossier personnel

Conservé tous les documents ayant un rapport avec sa situation administrative :

- . arrêté de nomination
- . courriers administratifs reçus
- . doubles des courriers adressés à l'IEN ou à l'IA
- . demandes de congés
- . bulletins de salaires
- . rapports d'inspection
- . arrêté de stagiarisation, titularisation, changement d'échelon...
- . **NUMEN** (Numéro d'identification de l'Éducation Nationale) strictement personnel.



Être fonctionnaire, c'est appartenir à la fonction publique

Vous faites désormais partie de la fonction publique d'État (ministère de l'Éducation Nationale). Il existe aussi deux autres fonctions publiques : la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière.

Le rôle joué par la fonction publique est une spécificité française. Il repose sur des valeurs essentielles : la prise en compte de l'intérêt général, l'égalité d'accès de tous les citoyens aux services publics sur tout le territoire, la continuité du service public, la neutralité des fonctionnaires.

Pour qu'ils puissent assurer ces missions, les fonctionnaires bénéficient d'un statut qui fixe leurs obligations et leurs droits. Ce statut vise à garantir l'impartialité et le bon fonctionnement de l'administration et à protéger les fonctionnaires d'éventuelles pressions du pouvoir politique ou des utilisateurs des services publics.

Des droits et des obligations

a) Ce qui est garanti aux fonctionnaires

- liberté d'opinion,
- droit syndical,
- droit de grève et de manifestation,
- protection dans l'exercice de leur fonction,
- droit à formation continue,
- accès au dossier administratif individuel,
- recrutement par concours,
- possibilité de mobilité entre les 3 fonctions publiques,
- droit à congés statutaires (maladie, garde d'enfant, formation...).

b) Obligations du fonctionnaire

- consacrer l'intégralité de son activité professionnelle aux tâches qui lui sont confiées,
- satisfaire aux demandes d'information du public,
- faire preuve d'impartialité et de discrétion professionnelle,
- assumer la responsabilité des tâches qui lui sont confiées, en conformité avec les instructions de son supérieur hiérarchique
- en cas de faute commise dans l'exercice de ses fonctions ou non, il s'expose à une sanction disciplinaire.

Vos obligations comme stagiaires sont les mêmes que celles des titulaires.

Vos droits sont sensiblement les mêmes mais comportent quelques particularités (cf changement de département, temps partiel...).

Protection juridique du fonctionnaire

La collectivité publique est tenue de protéger les fonctionnaires contre les menaces, violences, voies de faits, injures, diffamations ou outrages, atteintes à leurs biens personnels dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en résulte. Le fonctionnaire est protégé aussi bien dans l'exercice de ses fonctions que par sa fonction.

En cas de problème contacter immédiatement la section départementale du SNUipp.



Réunion d'information syndicale sur le temps de travail (RIS)

Le droit à l'information syndicale est écrit dans la loi. Dans le premier degré, il se décline par demi-journées. Syndiqué ou non vous pouvez participer aux RIS organisées par votre section départementale du SNUipp selon les modalités qu'elle vous communiquera.

Droit de grève et service minimum d'accueil (SMA)

Comme tout salarié, vous bénéficiez du droit de grève. Depuis 2009, ce droit est fortement remis en cause dans le premier degré par la mise en place du SMA. Vous devez donc faire parvenir (courrier ou fax) à votre IEN une déclaration d'intention de faire grève 48 heures ouvrables avant le début de la grève. Cette déclaration n'engage pas à faire grève. Vous trouverez des modèles de déclaration d'intention sur le site départemental du SNUipp.

Congés et absences

2. L'école



Prolongation de l'année de stagiaire en cas d'absence de plus de 36 jours

Si vous totalisez plus de 36 jours d'absence, vous devrez obligatoirement effectuer une prolongation de votre année de stage, d'une durée déterminée en fonction de celle de votre congé.

Pour ce qui concerne les prolongations de droit (congé maladie, parental, maternité, ...), la titularisation est prononcée avec un effet rétroactif.

Changer de département

Congé de maladie ordinaire

Accordé de droit, il doit être accompagné d'un certificat médical précisant la durée et transmise à l'IEN. Prévenir l'école pour que la demande de remplacement puisse être effectuée. Le salaire est versé à taux plein pendant les 3 premiers mois, à moitié les 9 mois suivants (complément MGEN). Il existe aussi des **Congés de Longue Maladie (CLM)** et des **Congés de Longue Durée (CLD)** accordés pour certaines affections et soumis à des textes particuliers.

Garde d'enfant malade

Cas assez fréquent... L'autorisation est de droit, à plein traitement, sur présentation d'un certificat médical. Elle peut être accordée au père ou à la mère dans la limite des obligations hebdomadaires de service : semaine de 4 jrs 1/2 : 11 demi-journées, semaine de 4 jrs : 10 demi-journées. Cette limite peut-être doublée si le conjoint ne bénéficie pas de ce droit ou si le parent assume seul la charge de l'enfant. Elle peut être portée à 15 jours consécutifs si un seul des conjoints peut en bénéficier par année civile indépendamment du nombre d'enfants.

Maternité (présentation certificat médical)

Rétribuée à temps plein dans tous les cas. Durée : **16 semaines dont six au plus avant la date présumée de l'accouchement**. A partir du troisième enfant, il est de 26 semaines. En cas de jumeaux : 34 semaines, et de triplés ou plus : 46 semaines.

Congé de paternité

- Congé à la naissance de l'enfant

Durée : **3 jours** devant être pris dans les 15 jours suivant la naissance (mais fractionnables).

Congé de paternité (plus récent)

De droit à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant. Non fractionnable. Durée maximale : **11 jours** consécutifs (18 jours en cas de naissance multiple), devant être pris au plus tard dans les 4 mois qui suivent la naissance. Il peut se cumuler avec le congé de 3 jours pour la naissance.

Pour tout renseignement, n'hésitez pas :
contactez un délégué du personnel du
SNUipp

Autorisations d'absence, congés exceptionnels...

Les PE peuvent obtenir dans certains cas des autorisations d'absence ou des congés avec ou sans traitement (mariage, décès, raisons exceptionnelles). Toute demande doit être formulée par écrit et acheminée par la voie hiérarchique. Ces autorisations ne sont pas de droit et peuvent donc

Lettres types

INEAT
Nom, Prénom Professeur des écoles stagiaire École Adresse
à M. l'Inspecteur d'Académie
Je soussigné(e)....., ai l'honneur de solliciter un ineat dans le département de, pour les raisons suivantes :
Ci-joint, les pièces justificatives.
Je vous prie, d'agréer, Monsieur l'inspecteur d'Académie... Dater et signer

EXEAT
Nom, Prénom Professeur des écoles stagiaire École Adresse
à M. l'Inspecteur d'Académie
Je soussigné(e)....., ai l'honneur de solliciter un exeat de.....vers....., pour les raisons suivantes :
Ci-joint, les pièces justificatives.
Je vous prie, d'agréer, Monsieur l'inspecteur d'Académie... Dater et signer

être refusées ou accordées sans traitement.

Formation syndicale

Les syndicats organisent des stages et réunions d'informations syndicales. Ils sont **ouverts à tous, dans la limite de 12 jours par an et par personne pour les stages et 2 demi-journées pour les informations syndicales.**

Congé parental

Sans traitement pour élever un enfant de moins de 3 ans (mais on peut bénéficier d'une allocation de la CAF). Il peut être accordé au père ou à la

mère par période de **6 mois renouvelables jusqu'au 3ème anniversaire de l'enfant**. Dans le cas d'une adoption, il prend fin 3 ans après l'arrivée de l'enfant au foyer. **Attention** : la demande doit être formulée un mois avant la date du début du congé. Pour l'avancement des échelons la moitié du temps de congé sera comptée.

- 1ère phase : les permutations informatisées (réservées aux titulaires)

Les PE titulaires participent aux mouvements interdépartementaux informatisés (courant novembre) sur la base d'un barème national prenant en compte l'échelon, l'ancienneté dans le département, le renouvellement de la demande, les enfants à charge, la séparation des conjoints et la durée de séparation.

- 2ème phase : les Ineat-Exeat

Les stagiaires peuvent participer, à titre dérogatoire, à cette 2ème phase de permutations : demande d'Exeat (autorisation de quitter le département) et d'Ineat (autorisation d'entrer dans un département). Les demandes sont étudiées et accordées par les inspecteurs d'académie en fonction de la situation de chaque département.

***Attention** : dans tous les cas, il vaut mieux prendre contact avec le SNUipp pour connaître la procédure à suivre, pour une aide à la rédaction de la demande, mais aussi pour le suivi du dossier.*

Les INEAT - EXEAT sont traités dans les CAPD.

L'année de stagiaire :

les transferts de scolarité

Jusqu'à aujourd'hui, les stagiaires pouvaient sous certaines conditions demander à suivre leur année de formation dans un autre département. La réforme mise en place à cette rentrée risque d'empêcher cette possibilité. Néanmoins, si vous êtes dans une situation familiale, sociale ou médicale particulières, n'hésitez pas à contacter votre section départementale du SNUipp.

A l'issue du transfert de scolarité, le stagiaire devait réintégrer son département de recrutement.

Changer de département pour l'année de T1

Les changements de départements ou « permutations » sont en principe réservés aux seuls titulaires.

Cependant, les stagiaires peuvent, à titre dérogatoire, participer aux mutations dites « Ineat-Exeat ».

Point de vue

Le SNUipp revendique une progression de carrière identique pour tous au rythme le plus rapide. Au cours des CAPD qui élaborent le tableau d'avancement, les délégués du SNUipp ne manquent pas de le rappeler et restent très attentifs à la situation de chaque collègue. Il est important de leur donner les renseignements nécessaires.

Infos, actu

<http://973.snuipp.fr>

le site du SNUipp 973

Enseigner à l'étranger

Le SNUipp édite un guide « Enseigner hors de France » disponible sur demande à la section départementale ou téléchargeable sur le site du SNUipp national à l'adresse ci-dessous :

http://www.snuipp.fr/IMG/pdf/brochure_hdf_010709L.pdf

Attention : sauf pour les rapprochements de conjoints, il faut avoir enseigné 3 ans en France en tant que titulaire pour pouvoir partir.

Promotions

Revalorisation

La question de la revalorisation a été une des justifications de la réforme de la formation. Il s'agit plutôt d'un tour de passe-passe et d'une opération blanche pour le gouvernement avec le décalage d'une année du recrutement.

A partir de la rentrée 2010, les nouveaux professeurs des écoles stagiaires entrent à l'échelon 3, Les échelons 3, 4 et 5 augmentent respectivement d'environ 15 points d'indice. Par conséquent, seuls les enseignants stagiaires en 2009-2010 (PE2) et ceux au 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} échelon verront leur traitement mensuel revalorisé d'environ 55 euros. Cette mesure ne concerne donc qu'un quart de la profession.

1er salaire : 1584,12 euros net

Quelques principes de base

Pour être promu... il faut d'abord être "promouvable". Mais si être promouvable est une condition pour être promu, ce n'est pas suffisant. Pour être "promouvable", il faut avoir accompli dans son échelon une durée minimale, qui varie en fonction de l'échelon (voir tableau ci-dessous).

Comment ça marche ? Prenons un exemple :

A compter du 01/09/2010, vous êtes à l'échelon 3. Vous serez promu automatiquement à l'échelon suivant le 01/09/2011 (après 12 mois d'ancienneté d'échelon)... jusque là tout va bien ! Mais quand passerez-vous à l'échelon suivant ? Eh bien cela dépend ... Quoi qu'il en soit vous serez "promouvable" au bout de deux ans, soit au 01/09/2013. Mais comme vous ne serez pas seul(e), l'administration a prévu un système de promotion dans lequel peuvent intervenir la note, l'ancienneté... A partir de ces éléments est constitué un barème départemental qui permet de classer les "promouvables", dont seuls 30% seront promus au 01/09/2013 (le grand choix), les autres le seront 6 mois plus tard (ancienneté).

Et pour le passage au suivant ? Si vous avez été promu le 01/09/2013, vous serez "promouvable" pour l'échelon suivant 2 ans 6 mois plus tard au grand choix, le 1er mars 2016. Si votre barème ne vous a pas permis d'être promu, vous serez alors "promouvable" au choix le 01/09/2016. Seuls 50 % des "promouvables" au choix peuvent être promus. Les autres seront promus à l'ancienneté 6 mois plus tard, soit le 01/03/2017.

Tableau d'avancement des professeurs des écoles

Echelons	Gd Choix	Choix	Ancienneté	indice
1				349
1er au 2e	Automatique 3 mois			376
2è au 3è	Automatique 9 mois			410
3è au 4è	Automatique 12 mois			431
4è au 5è	2 ans		2 a 6 mois	453
5è au 6è	2 a 6 mois	3 ans	3 a 6 mois	467
6è au 7è	2 a 6 mois	3 ans	3 a 6 mois	495
7è au 8è	2 a 6 mois	3 ans	3 a 6 mois	531
8è au 9è	2 a 6 mois	4 ans	4 a 6 mois	567
9è au 10è	3 ans	4 ans	5 ans	612
10è / 11è	3 ans	4 a 6 mois	5 a 6 mois	658

AGS (Ancienneté Générale de Service)

L'A.G.S. intervient dans les barèmes. Elle correspond à « l'ancienneté générale des services prise en compte dans la constitution du droit à une pension du régime général des fonctionnaires de l'État, y compris donc ceux effectués en qualité de non titulaire qui ont été validés ou qui sont en cours de validation. Les périodes de temps partiel sont assimilées à des périodes à temps plein ».

Reclassement et Validation

Les PE titulaires qui étaient, au moment de leur recrutement, titulaires dans la fonction publique (FP) ou enseignants titulaires dans un établissement privé sous contrat, peuvent bénéficier d'un reclassement d'échelon, prenant en compte une partie des années effectuées antérieurement.

Les services effectués en qualité d'auxiliaire dans la FP peuvent être pris en compte, pour la pension, s'ils sont validés (ou en cours de validation). La demande concernant l'ensemble des services à valider doit se faire en une seule fois. **Cette demande doit être sollicitée par l'intéressé dans les 2 ans qui suivent la titularisation.**

Des mesures régressives

Suppression de la classe, le samedi

Depuis la rentrée 2008, le temps scolaire obligatoire pour tous les élèves est passé de 26 à 24h. La semaine scolaire peut s'organiser sur 4 jours ou 4 jours et demi du lundi au vendredi. Le temps de service des enseignants est toujours de 27h.

Aide personnalisée

Instaurée à la rentrée 2008, sans concertation et dans la précipitation, cette mesure est un véritable casse-tête tant les contraintes sont nombreuses. Elle est surtout très inégalitaire, peu efficace et peu respectueuse des rythmes des enfants. Elle a contribué à désorganiser les écoles et à réduire les moments d'échanges entre collègues. Destinée à prendre en charge par petits groupes les élèves en difficulté, son organisation relève de la responsabilité des équipes. Elle fait partie du temps de service des enseignants. Proposée par le conseil des maîtres, elle est validée par l'IEN. Les 60h sont à répartir sur l'année. L'aide personnalisée peut avoir lieu le matin, le midi, le soir ou le mercredi, sous réserve de l'accord des familles.

Stages de remise à niveau

Ils concernent les élèves de CM1 et CM2 présentant des difficultés en français ou en mathématiques. 3 stages de 5 jours à raison de 3 heures par jour sont prévus durant les vacances de printemps, la première et la dernière semaine des vacances d'été. Les enseignants sont payés en heures supplémentaires. Ces stages coûtent l'équivalent de 700 postes. Dans le même temps 16000 postes sont supprimés dans l'Éducation Nationale cette année.

Pour l'aide personnalisée comme pour les stages de remise à niveau, le SNUipp estime que ces dispositifs ne sont pas pertinents dans le traitement de la difficulté scolaire. Pour le SNUipp, l'aide aux élèves en difficulté doit se faire sur le temps scolaire, grâce à des dispositifs variés et par l'intervention de personnels spécialisés.

RASED

En 2008, l'annonce par le ministre de suppression des 9000 postes Rased en 3 ans a soulevé une mobilisation considérable : 300 000 personnes ont signé la pétition exigeant leur maintien. La mobilisation a contraint le ministre à confirmer leurs missions mais il a supprimé tout de même 1500

postes et restreint le secteur d'intervention pour 1500 autres. En 2009-2010, le nombre de départs en formation, en très nette diminution, a relancé les inquiétudes. Le réseau est une équipe d'enseignants spécialisés : psychologue scolaire, maître « E » (aides pédagogiques), maître « G » (aides rééducatives) avec l'accord des familles. Le réseau intervient au côté des enseignants pour évaluer les difficultés des élèves et proposer, sur le temps de classe, des réponses adaptées aux besoins de chacun.

Suppression de postes dans le 1er degré

Des élèves en plus, des postes en moins !

- 2008 : 11 200 postes supprimés pour 2 600 élèves en plus,
- 2009 : 13 500 postes supprimés pour 14 000 élèves en plus,
- 2010 : 16 000 postes supprimés pour 5 300 élèves en plus attendus

Programmes 2008

Ils ont été révisés de manière unilatérale et précipitée par le Ministre en 2008. Ils sont caractérisés par un recentrage sur les « fondamentaux » et par un alourdissement alors que le temps d'enseignement est réduit de deux heures. Ils privilégient une vision mécanique des apprentissages avec la mise en place d'automatismes et la mémorisation ; vision qui fait fi de l'expérience des enseignants et des travaux de recherche pédagogique.

Pour le SNUipp, les modifications des programmes doivent résulter d'un travail commun (enseignants, chercheurs, formateurs...). Leur appropriation par les enseignants exige qu'ils soient accompagnés par des actions de formation.

Évaluations

De nouvelles évaluations nationales ont été mises en



place pour les élèves de CM2 en janvier 2009 et pour ceux de CE1 en mai 2009. Ce dispositif pose de nombreux problèmes : évaluations sur l'ensemble du programme de CM2 en cours d'année, codage (juste ou faux) ne prenant pas en compte les réussites partielles, ne donnant aucune piste de remédiation... Le SNUipp s'oppose à une publication des résultats école par école qui créerait un classement et une mise en concurrence.

Pour le SNUipp, les évaluations nationales doivent être des outils fiables, au service de la réussite des élèves.

Les fonctions spécifiques

Maître formateur

Pour être maître formateur il faut être titulaire du **CAFIPEMF**, examen professionnel auquel l'on peut se présenter après 5 ans d'ancienneté.

Les maîtres formateurs peuvent exercer comme :

.Conseillers Pédagogiques de Circonscription

Ils font partie de « l'équipe de circonscription » avec l'inspecteur (généralistes ou spécialisés : EPS, musique, arts plastiques, langues et cultures régionales, technologie). Ils sont surtout chargés de l'aide aux équipes et particulièrement aux entrants dans le métier.

.IPEMF

Les Instituteurs et Profs d'écoles Maîtres Formateurs exercent sur des classes d'application avec 1/4 de décharge pour la formation. Ils accueillent tous les stagiaires dans leur classe, les suivent et participent à la formation.

Enseignants spécialisés

Un an de formation de spécialisation validée par un examen professionnel (**CAPA-SH**), donne accès aux postes d'enseignants spécialisés.

Dans votre école, vous pouvez être amené à travailler avec le réseau (aide pédagogique, rééducateur, psychologue) ou à côté d'une CLIS. Certains enseignants spécialisés ont des postes itinérants et peuvent être des personnes ressources pour aider à gérer l'accueil d'enfants handicapés (spécialistes du handicap auditif, visuel ou mental).

Direction d'école

Le directeur d'école organise et anime la vie de l'école. Il préside les conseils des maîtres et conseils d'école. Il fait le lien entre l'école, les parents, la commune et les différents partenaires.

IEN

C'est le supérieur hiérarchique direct. L'inspecteur de l'Éducation nationale a en charge une circonscription du point de vue administratif et pédagogique.

Les remplaçants

En cas d'absence, vous pouvez être remplacés par :

- **les ZIL** (Zone d'Intervention Localisée). Limités (en théorie) à leur circonscription, ils effectuent des remplacements courts.

- **les Brigades**. *Ces personnels sont gérés par les services de l'Inspection Académique et effectuent les remplacements de plus longue durée.*

Les autres personnels

- ATSEM

Toute classe maternelle doit bénéficier des services d'un agent communal ou d'un agent territorial spécialisé des écoles maternelles.

L'ATSEM est recruté(e) et nommé(e) par le maire.

Il/Elle est chargé(e) de **l'assistance aux enseignants**, participe à la communauté éducative et assiste parfois aux réunions de conseil d'école.

Dès lors qu'il y a des élèves de moins de 6 ans dans une classe (classe unique par exemple), il peut être demandé de bénéficier des services d'un ou une ATSEM.

- Assistants d'éducation

Les aides éducateurs ont été remplacés par les assistants d'éducation. Mais le nombre est bien inférieur et le **statut encore plus précaire**. Pourtant, l'apport des aides éducateurs avait été jugé positif pour le fonctionnement des écoles.

- AVS : auxiliaire de vie scolaire

Les AVS sont les accompagnateurs de la scolarisation des enfants handicapés dans les écoles et établissements.

Les AVS-i accompagnent de manière individualisée la scolarisation des élèves handicapés. Les AVS-CO accompagnent de manière collective en CLIS, UPI...

- EVS : emploi de vie scolaire

Les EVS remplissent des missions d'aide à la direction ou au fonctionnement de l'école. Ils peuvent également être affectés en soutien à l'équipe pour la scolarisation d'enfants handicapés notamment en maternelle. AVS, EVS, certains intervenants extérieurs sont recrutés sur des contrats précaires. Ces emplois non-enseignants confirment la nécessité de créer des emplois dans les écoles au côté des enseignants avec statuts et formation d'adaptation à l'emploi.

Ce que disent les textes

Les langues vivantes étrangères (LVE) sont une discipline à part entière.

Le niveau de compétence attendu à la fin de l'école primaire est le niveau A1 du cadre européen de référence pour les langues (BO n°31 du 1er septembre 2005).

Qui enseigne les LVE ?

A terme, cet enseignement sera assuré exclusivement par les maîtres du premier degré.

Aujourd'hui la situation est variable d'une école à l'autre, mais partout :

- Il existe une procédure d'habilitation pour les enseignants en poste.
- Les « intervenants extérieurs » (professeurs de lycée et collège, intervenants recrutés par les collectivités locales ou les inspections académiques, assistants étrangers) sont de moins en moins nombreux.
- Les collègues habilités peuvent être sollicités pour assurer l'enseignement de la LVE dans d'autres classes que la leur, par décloisonnement. Il est recommandé de ne pas excéder 3 heures de décloisonnement en cycle 2 et 6 heures en cycle 3. Il peut aussi exister des postes « fléchés ». Dans certaines académies le décloisonnement est limité pour les T1 à une seule classe en plus de la leur.

Ce qu'en pense le SNUipp :

La progression de l'anglais se confirme, même si dans les régions frontalières l'allemand, l'italien et l'espagnol résistent grâce à la possibilité de poursuite en LV1 au collège. Le SNUipp s'est prononcé pour le maintien de la diversité de l'offre. Les besoins en formation didactique sont importants et doivent être pris en compte, en formation initiale comme en formation continue.

Notes :

Le cadre européen de référence pour les langues est consultable sur internet. Primlangues, site spécifique du Ministère est consacré aux langues vivantes :

La laïcité

La laïcité est un **principe fondateur de l'enseignement public français**. Le grand service public unifié et laïque reste un objectif même si de nombreuses lois ont, depuis des années, encouragé et permis le développement d'écoles privées. L'école publique ne privilégie aucune doctrine. *«Elle ne s'interdit l'étude d'aucun champ du savoir»*. Elle respecte de façon absolue la **liberté de conscience** des élèves.

Tous les enseignements assurés doivent être suivis par tous et toutes. Ainsi par exemple, les vêtements des élèves ne doivent en aucun cas empêcher l'accomplissement normal de l'EPS, de travaux pratiques ou autres. Dans leurs fonctions, les enseignants doivent impérativement **éviter toute marque distinctive de nature philosophique, religieuse ou politique qui porte atteinte à la liberté de conscience des élèves**.

En cas de conflit, lié au port de signes ostentatoires par exemple, tous les efforts doivent être faits *« pour convaincre plutôt que contraindre »*, pour rechercher des médiations avec les familles et pour prouver aux élèves en cause que la démarche de l'école publique est une démarche de respect.

La liberté pédagogique

L'État définit les contenus et programmes d'enseignement, l'enseignant choisit ses méthodes.

En cas de conflit avec le directeur ou les parents, l'IEN est la seule autorité compétente pour émettre un avis sur la qualité de l'enseignement.

L'enseignant doit faire preuve de discrétion professionnelle. Dans le préambule des nouveaux programmes, la liberté pédagogique est réaffirmée mais le contenu et les orientations de ceux-ci impactent la conception de la pédagogie.

3. Dans notre département

Accueillir tous les élèves

Plus de 100 000 élèves en situation de handicap fréquentent maintenant l'école ordinaire que ce soit en intégration individuelle (60 000) ou dans les CLIS (environ 40 000). La scolarisation des enfants porteurs de handicap n'est donc plus une exception, chaque enseignant est amené, au cours de sa carrière, à connaître cette situation. Mais y est-il préparé ?

Parallèlement, plus de 100 000 jeunes en âge de scolarisation sont accueillis dans un établissement médico-social.

La loi du 11 février 2005

Pour l'éducation, la loi du 11 février 2005, dite « loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » consacre la scolarisation « en priorité en milieu ordinaire ». Le parcours scolaire de l'élève handicapé fait l'objet d'un « Projet Personnalisé de Scolarisation » validé par la Commission des Droits et de l'Autonomie, qui dépend de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

Si l'élève doit être inscrit dans l'école de son quartier, il peut également suivre sa scolarité au sein d'une Classe d'Intégration Scolaire (CLIS) ou d'une Unité Pédagogique d'Intégration (UPI) au collège. Si ses besoins le nécessitent, il peut être accueilli au sein d'un établissement spécialisé (IME...).

Des aides peuvent être apportées par l'école (psychologue scolaire), par un Auxiliaire de Vie

Scolaire, par un enseignant spécialisé itinérant, ou par un service spécialisé (SESSAD, CMPP...). L'enseignant référent pour le secteur est chargé de suivre la scolarisation, de réunir les équipes et les parents.

La formation

La loi prévoit que tous les enseignants doivent être formés à l'accueil des élèves en situation de handicap. Ce n'est malheureusement pas toujours le cas, et c'est très souvent insuffisant. Le SNUipp demande qu'une véritable formation, tout au long de la carrière, puisse être dispensée à chaque enseignant. Le cahier des charges de la formation prévoit pour les PE sortants une "initiation", à la prise en charge des élèves en situation de handicap, au cours des deux années scolaires suivant la titularisation.

Le temps

Scolariser dans sa classe un élève ayant des besoins éducatifs particuliers (porteur de handicap ou malade) nécessite souvent des rencontres, des réunions avec les différents partenaires, du temps pour recevoir la famille...

Ce temps doit être reconnu : le SNUipp, la FSU le revendiquent. Et il faut aussi que les effectifs dans la classe ne soient pas trop élevés : il faut pouvoir consacrer du temps à chacun.

Publication

L'école de la différence

Intégrer, accueillir un élève en situation de handicap.

Le SNUipp publie les actes du colloque qu'il a organisé. A retirer à la section départementale du SNUipp ou à télécharger sur le site du SNUipp national : <http://www.snuipp.fr>



Sécurité / responsabilité

Responsabilité des enseignants

L'enseignant(e) est responsable des enfants qui lui sont confiés pendant toute la durée des horaires scolaires tant au plan pédagogique qu'au plan de la sécurité des personnes et des biens. Les présences et absences sont consignées dans un registre d'appel obligatoire. Toute absence doit être signalée, sans délai, au responsable de l'enfant et celui-ci doit en donner les motifs sous quarante-huit heures. Si les absences sont répétées, s'en ouvrir à l'équipe, qui connaît les familles ou à l'IEN.

Surveillance

La surveillance doit être **effective et vigilante pour l'ensemble des activités** prises en charge par l'école pendant toute la durée au cours de laquelle l'élève est confié à l'institution scolaire. La surveillance est **continue**, quelle que soit l'activité effectuée et le lieu où elle s'exerce, depuis l'accueil (dix minutes avant le début de la classe) jusqu'à la sortie. Les élèves ne doivent donc pas être laissés seuls en classe ou dans la cour, ni quitter l'école avant l'heure. La surveillance est **toujours sous la responsabilité des enseignants**. Elle peut être assurée par des assistants d'éducation, des intervenants extérieurs ; les enseignants doivent alors prendre toutes les mesures garantissant la sécurité de leurs élèves.

Assurance des élèves

Elle n'est pas obligatoire mais fortement conseillée. Elle est exigée pour toutes les activités dépassant le temps scolaire telles que sorties et voyages, classes de découverte... Il est possible, pour l'école, de souscrire à une assurance établissement couvrant l'ensemble des activités scolaires pour tous les participants (prise en charge par la coopérative scolaire, par exemple.)

Les propositions d'assurance présentées par les associations de parents d'élèves et la MAE bénéficient d'une diffusion par l'école au moment de la rentrée.

En cas d'accident, si nécessaire, demander l'intervention d'urgence des services compétents (SAMU, pompiers, police-secours...) et prévenir les personnes signalées sur la fiche de renseignements de l'élève. L'enseignant remplit une déclaration d'accident.

Récréations

Tous les maîtres, y compris le directeur, même déchargé de classe, doivent assurer la surveillance pendant la récréation. Toutefois, dans les écoles à plusieurs classes, un **service par roulement** peut être **organisé et mis au point en conseil des maîtres**. Le nombre de maîtres présents sur les lieux de récréation doit être suffisant tant au regard de l'effectif et de l'âge des élèves, qu'en considération de la caractéristique de l'aire de jeux. On doit pouvoir intervenir immédiatement en cas de besoin.

Accueil et sortie

L'accueil des élèves a lieu dix minutes avant le début de la classe. Avant leur entrée dans l'enceinte de l'école et leur prise en charge par les enseignants, ils sont sous la seule responsabilité des parents.

La sortie des élèves s'effectue sous la **surveillance de leur maître**. Elle s'exerce dans la **limite de l'enceinte des locaux scolaires** jusqu'à la fin des cours. Ils sont alors soit pris en charge par un service de cantine, de garderie, d'études surveillées ou d'activités périscolaires, soit rendus aux familles. **Seuls les enfants de l'école maternelle sont remis directement aux parents**, responsables légaux ou personnes désignées par eux (**par écrit**) et présentées au directeur ou à l'enseignant. Si le directeur estime que la personne désignée ne présente pas les qualités souhaitables (trop jeune par exemple), il peut en aviser par écrit les parents, mais doit en tout état de cause s'en remettre au choix qu'ils ont exprimé sous leur seule responsabilité.

Déplacements réguliers d'un élève. Dans le cas où les élèves doivent recevoir par exemple des soins médicaux spécialisés ou des enseignements adaptés. Ces sorties ne peuvent être autorisées par le directeur de l'école que sous réserve de la présence d'un accompagnateur qui doit signer une décharge (parent ou personne présentée par la famille.) L'enseignant remet l'élève à l'accompagnateur et au retour, ce dernier le raccompagne dans la classe.

Les collègues élus en commissions paritaires... Que font-ils ?

Une circulaire du 26/08/1997 sur « les instructions concernant les violences sexuelles » indique la conduite à tenir lorsqu'un enseignant est mis en présence de faits concernant les violences sexuelles : « dès qu'un élève a confié à un membre de l'éducation nationale des faits dont il affirme avoir été victime, il appartient à ce fonctionnaire d'aviser immédiatement et directement le procureur de la République, sous la forme écrite et transmise, si besoin est par télécopie ». Ne pas hésiter à demander appui au directeur, au psychologue scolaire, au médecin scolaire... La plus grande prudence est nécessaire dans le recueil de la parole de l'enfant. Il n'est exigé de l'enseignant aucune appréciation personnelle sur le bien fondé d'une telle accusation. Ce n'est pas son rôle mais celui de la justice qui doit être saisie dans l'urgence. **Tout manquement à cette obligation légale de signalement expose le fonctionnaire à des poursuites.**

Quand la personne mise en cause est un membre de l'école, elle sera suspendue suite à sa mise en examen. D'après la circulaire, cette mesure conservatoire « ménage la présomption d'innocence ».

D'autres circulaires complètent celle-ci notamment celle du 15/03/2001 (n°2001-044 publiée au BO le 22 mars 2001) qui précise que « l'écoute et l'accompagnement dans le respect des personnes - ... - doivent guider l'action et l'attitude des responsables de l'éducation nationale ». On peut également consulter la loi 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance. On pourra faire appel à la cellule d'écoute du centre de ressources départemental pour soutenir la communauté scolaire.

Le SNUipp qui a approuvé les principes de cette circulaire, demande que la formation initiale et continue des enseignants aborde les questions liées au repérage d'enfants en souffrance et à la connaissance des

textes législatifs.



Outils pédagogiques

L'école s'emploie à informer les élèves sur ces dangers. A cette fin, des outils pédagogiques sont mis à la disposition des enseignants (CPPD, Internet, IA). Ils visent d'une part à en finir avec l'hypocrisie sur les questions sexuelles, et également à libérer la parole des enfants. C'est le meilleur moyen pour prévenir et combattre la culpabilité que rencontre toute victime.

Le SNUipp édite des guides pratiques et des suppléments à l'attention des collègues.

Les orientations du SNUipp-Guyane



N'hésitez pas à contacter la section départementale afin de vous les procurer.

Une question, une interrogation : n'hésitez pas, contactez les délégués du personnel du SNUipp.

SNUipp 973

tél : 05 94 30 89 84

port : 06 94 27 15 29

Les sorties doivent s'inscrire dans le cadre d'une action éducative conforme aux programmes d'enseignement ou au projet d'école, les conditions de sécurité étant respectées. Les collègues organisateurs de la sortie doivent veiller à la nature des activités pratiquées et aux conditions d'encadrement, de transport, d'accueil, et de pratique des activités. L'autorité responsable (directeur et IA) délivrent l'autorisation.

Trois catégories de sorties

1 - Les sorties régulières :

Autorisées par le directeur de l'école (accompagnateurs inclus.) La demande est à déposer en début d'année ou d'activité.

2 - Les sorties occasionnelles sans nuitée :

Autorisées par le directeur de l'école (accompagnateurs inclus). Dépôt de la demande 3 jours avant.

3 - Les sorties avec nuitée(s) :

Autorisées par l'IA (accompagnateurs inclus). Dépôt de la demande : 5 semaines avant pour le département, 8 semaines avant pour un autre département, 10 semaines avant pour l'étranger. Retour de l'autorisation de l'I.A. : 15 jours avant le départ.

Textes de référence : circulaire 99-136 du 21/09/1999

La demande est constituée d'un dossier comprenant :

- la demande d'autorisation pour sortie régulière ou occasionnelle sans nuitée (annexe 2 ou 2 bis de la circulaire) ou pour sortie avec nuitée(s) (ann. 3) ;
- la fiche d'information sur le transport (ann. 4) ;
- pièces administratives, précisées dans ces annexes le cas échéant.

4 - Les sorties de proximité :

Pas plus d'une $\frac{1}{2}$ journée de classe et gratuite (gymnase, bibliothèque, salle de sport). A l'école élémentaire, l'enseignant peut l'effectuer seul. A l'école maternelle, il doit au moins être accompagné d'un adulte.

Encadrement

Maternelle ou classe élémentaire avec section enfantine : 2 au moins : le maître de la classe + ATSEM ou un autre adulte. Au-delà de 16 élèves :

un adulte supplémentaire pour 8.

Élémentaire : 2 au moins : le maître de la classe + un adulte.

- Sortie régulière ou occasionnelle sans nuitée : au-delà de 30 élèves, un adulte supplémentaire pour 15.
- Sortie avec nuitée(s) : au-delà de 20 élèves, 1 suppl. Pour 15.

Transport

Le déplacement - aller et retour - pour se rendre de l'école ou du lieu d'hébergement au lieu d'activité ne peut avoir une durée supérieure au temps réel d'activité. L'enseignant veille à respecter les

horaires mentionnés dans la notice d'information des parents (en particulier l'heure du retour).

Procédure d'autorisation et de contrôle concernant le transport :

- Transports publics réguliers : aucune procédure.
- Transport par collectivité locale ou centre d'accueil : une attestation de prise en charge doit être jointe au dossier de demande d'autorisation.

Facultatif/obligatoire

Sont obligatoires les sorties régulières ou occasionnelles, toutes les sorties obligatoires sont gratuites sur le temps scolaire.

Sont facultatives les sorties occasionnelles, comprenant la pause déjeuner, ou dépassant les horaires habituels de la classe et les sorties avec nuitées...

Le guide

Le SNUipp édite un guide, régulièrement mis à jour : « *Sorties scolaires, sécurité, responsabilité* ». Vous pouvez vous le procurer auprès de la section départementale ou le télécharger sur

<http://www.snuipp.fr>

Liste

Emporter une liste des élèves avec les numéros de téléphone des personnes à contacter et faire l'appel à chaque montée dans le véhicule.

Piscine

maternelle : 3 adultes qualifiés par classe

élémentaire : 2 adultes qualifiés par classe

GS-élémentaire : idem encadrement maternelle si l'effectif est supérieur à 20

Société de transport

L'enseignant doit choisir la société dans le répertoire établi par l'I.A. L'organisateur de la sortie remplira l'annexe 4 (C. du 27 nov. 1997). Le transporteur fournira au moment du départ une fiche (annexe 5 de la même circulaire.)

Je me syndique !!!



L'administration

Les inspections de circonscription

Les circonscriptions regroupent des écoles élémentaires et maternelles d'un même secteur géographique ainsi que les classes spécialisées.

Les inspecteurs de l'Éducation Nationale (IEN) organisent l'animation de leur circonscription, procèdent à l'inspection des enseignants, contrôlent la répartition des élèves...

Le Rectorat

Rectorat de la Guyane

BP 6011- 97306

Cayenne cedex

Tel: 05 94 27 20 00

fax: 05 94 27 20 34

IEN de la circonscription de Cayenne Nord, Rémire-Monjoly M. Jérôme SENAC	Centre commercial Katoury Rocade de Zéphir 97300 Cayenne	Tél : 05 94 29 84 02 Port : 06 94 26 59 23 Fax : 05 94 29 84 05 ien.cayn@ac-guyane.fr ien.rem@ac-guyane.fr
IEN de la circonscription de Cayenne Sud (Régina, Roura, Kaw) Mme Dominique BATTLE	Centre commercial Katoury Rocade de Zéphir 97300 Cayenne	Tél : 05 94 29 84 00 Port : 06 94 27 25 32 Fax : 05 94 31 39 50 ien.cays@ac-guyane.fr
IEN de la circonscription de Kourou (Macouria, Montsinnéry-Tonnégrande) M. Ben Souffou DANIAL	BP 731 97387 Kourou Cédex	Tél : 05 94 32 15 80 Fax : 05 94 32 13 72 ien.kourou@ac-guyane.fr
IEN de la circonscription du Maroni (Apatou, Grand-Santi, Papaïchton, Maripasoula) M. Jean-Marc GAUTHIER	Centre commercial Katoury Rocade de Zéphir 97300 Cayenne	Tél : 05 94 29 40 05 Port : 06 94 38 43 29 Fax : 05 94 28 74 77 ien.maro@ac-guyane.fr
IEN de la circonscription de Matoury-Oyapock (St-Georges, Ouanary, Camopi) M. Claude EZELIN	Centre commercial Makoupy 97351 Matoury	Tél : 05 94 35 68 64 Port : 06 94 26 89 38 Fax : 05 94 35 77 50 ien.mato@ac-guyane.fr
IEN de la circonscription de Saint-Laurent du Maroni Nord M. Alain GIRON	3, rue Albert Sarraut BP 239 97320 Saint-Laurent	Tél : 05 94 27 98 27 Port : 06 94 23 13 57 Fax : 0594 34 28 87 ien.slmn@ac-guyane.fr
IEN de la circonscription de Saint-Laurent du Maroni Sud Mme Marie-Line LOUISOR	3, rue Albert Sarraut BP 239 97320 Saint-Laurent	Tél : 05 94 27 98 37 Fax : 05 94 34 28 87 ien.slms@ac-guyane.fr
IEN de la circonscription de Sinnamary (Iracoubo, Mana, Awala-Yalimapo) M. Patrick LAMBERT	Annexe Mairie Rue de Cluny 97315 SINNAMARY	Tél : 05 94 34 51 62 Fax : 05 94 34 52 65 ien.sinn@ac-guyane.fr ien.mana@ac-guyane.fr
IEN ASH M. David Noël (handicaps) Mme Claude CHARBONNIER (Segpa et adaptation)	63 bis, rue Vermont Polycarpe 97300 Cayenne	Tél : 05 94 25 63 50 Fax : 05 94 25 63 93 ien.ash@ac-guyane.fr

Avant de vous déplacer à l'inspection Académique, contactez votre gestionnaire par téléphone.

téléphone

Tel: 05 94 27 20 00

fax: 05 94 27 20 34

L'Inspecteur d'Académie

Il décide pour les enseignants du premier degré de notre département, **après avis de la CAPD** (voir pages 21 et 22 **commissions paritaires départementales**) : la titularisation, les affectations, les permutations, l'avancement, les sanctions, les congés, le travail à temps partiel et l'admission à la retraite.

Point de vue

Le SNUipp revendique un autre fonctionnement des écoles fondé sur **des équipes polyvalentes disposant vraiment de temps de concertation avec un nombre de maîtres supérieur aux nombres de classes.**

Cela passe par une hausse des recrutements.



Les commissions paritaires

Élections professionnelles

Tous les 3 ans, vous aurez à désigner au cours des élections professionnelles **celles et ceux qui vous représenteront au sein des commissions paritaires (CAP, CTP...)**

Paritaires parce qu'y siègent, à parité, représentants du personnel et représentants de l'administration. Cela veut dire que les personnels ont la possibilité de s'exprimer par la voix de leurs représentants pour chaque décision les concernant (**affectations, avancement et déroulement de carrière, ouvertures et fermetures de classes, etc**). Elle permet aussi d'exercer un droit de contrôle sur ces décisions (voir schéma ci-après).

Cette **spécificité de la fonction publique**, instaurée en 1947, est un acquis important. Il a mis fin à une gestion arbitraire de la carrière des personnels et demeure l'objet d'un combat syndical.

Aux élections professionnelles de décembre 2008, le SNUipp, avec 47,14% des voix, au niveau national a conforté sa place de 1er syndicat des écoles. A l'issue de ces élections, le SNUipp est majoritaire dans 82 départements.

Pourquoi voter ?

Les élections paritaires sont un moyen d'expression contribuant à l'établissement d'un rapport de forces. La totalité des collègues titulaires (syndiqués et non syndiqués) est appelée à voter.

C'est par la participation du plus grand nombre que l'on mesurera la représentativité et le poids de notre organisation syndicale.

Résultats des élections professionnelles 2008

Seuls les représentants du personnel siégeant en CAPD sont élus. L'Inspecteur d'Académie désigne ceux de l'Administration. Lors de l'élection des délégués du personnel est déterminée la représentativité de chaque syndicat.

Dans notre département :

SNUipp-FSU : 40,50 %

SE - UNSA : 50,91 %

STEG-UTG : 4,35 %

SUD-Education : 4,23

Le SNUipp, créé en 1992, fait partie de la Fédération syndicale unitaire (FSU), première fédération de la fonction publique.

Le SNUipp s'est donné pour mission d'informer, de revendiquer, d'agir, de favoriser l'unité d'action au sein de l'éducation nationale, mais aussi plus largement avec toutes les autres confédérations. Développer le service public d'éducation, transformer le métier, assurer la réussite de tous les enfants sont les objectifs de toute la profession portés par le



La CAPD dans le 973

7 représentants de l'administration

IA
CAPD
présidée par
l'inspecteur
d'académie

La CAPD siège à l'inspection académique
Elle gère toute votre carrière : mouvement, temps partiel, congé formation, formation continue, avancement...

3 SNUipp + 4 SE-Unsa

7 représentants des personnels

A la CAPD

Commission Administrative

Paritaire Départementale

ils interviennent pour :

- le mouvement
- les nominations
- les changements d'échelons
- les permutations interdépartementales
- les demandes de temps partiel, de disponibilité
- les départs en stage de formation continue ou spécialisée des titulaires
- l'accès à la liste d'aptitude de directeur
- les questions disciplinaires
- la prise en compte des situations médicales et sociales particulières

Au CTPD

Comité Technique

Paritaire Départemental

ils interviennent pour :

- les ouvertures et fermetures de classe
- le plan académique de formation
- la politique départementale d'éducation

En Commission de réforme

ils interviennent pour :

- les accidents de travail
- les retraites pour invalidité

Un délégué du personnel :

- est élu par tous les titulaires,
- intervient sur les règles,
- intervient sur l'équité et la transparence.

Un délégué du personnel, c'est utile si l'on s'en sert :

- confiez vos dossiers,
- demandez conseil.

Les élus du SNUipp dans notre département

- ROCHAT Fabienne
- ANNE-ROBERTINE Eddy
- BRACALE Hélène
- LAFRONTIERE Luc
- BUEE Elisabeth
- DECHAVANNE Alex

C'est décidé : je me syndique !



Nos publications

Le journal départemental SNUipp

Une ou plusieurs publications mensuelles envoyée(s) à tous les syndiqués et un exemplaire par école. Toute l'actualité de l'école en général et du département en particulier. Différents suppléments et guides.

"Fenêtre sur cours" est la revue nationale du SNUipp (13 numéros par an environ). Il est adressé chez les syndiqués, envoyé dans les écoles. Vous y trouverez 5 fois dans l'année un cahier "Première classe".

Nos sites internet

Actualité, informations, renseignements, conseils, publications...consultables sur notre site national : <http://www.snuipp.fr> et nos sites départementaux : <http://973.snuipp.fr>.

Nos rendez-vous avec la profession

- * Des réunions de sous-sections.
- * Des réunions d'infos syndicales (ouvertes à tous et toutes).
- * Des réunions débats à thème le soir avec la participation de chercheurs.

L'université d'automne du SNUipp

Les 22, 23, 24 octobre à Lalonde les Maures. N'hésitez pas à nous contacter en début d'année scolaire si vous souhaitez y participer (conférence / débat avec chercheurs). Chaque année, un Fenêtres sur cours spécial Université d'Automne avec le compte rendu des différents débats.

C'est décidé : je me syndique !

Lorsque nous sommes « déchargés », nous allons au-devant des collègues et ne sommes pas toujours au local: il vaut mieux appeler avant pour fixer un rendez-vous. Le syndicat est ouvert tous les mercredis de 9H à 12H. Vous pouvez nous y rencontrer ou nous contacter par tél au :

05 94 **30 89 84**

Fax : 05 94 30 51 03

mail : snu973@snuipp.fr

<http://973.snuipp.fr>

Vous pouvez nous écrire ou nous faire parvenir les doubles de vos dossiers :

SNUipp973

**Bât. F n° 24
Cité Mont-Luc
97300 Cayenne**



Nouveau Kisaitou avec son CD-ROM en vente 32 € à la section départementale

(25 € pour les syndiqués) ajouter 4 € de port

Ou à consulter sur : <http://www.snuipp.fr/Kisaitou/Kisaitou.html>

Pourquoi se syndiquer ?

Plus nombreux, plus forts, plus efficaces

Le SNUipp ne reçoit pas de subvention de l'État, il vit simplement de la cotisation de ses adhérents. Et pourtant, en tant que délégués du personnel, élus par toute la profession, nous défendons tous les collègues.

Cela demande des moyens et du temps :

- du temps pour effectuer les démarches, régler les litiges vous concernant auprès des divers services de l'Inspection Académique...
- des moyens pour financer les bulletins, les tracts, le téléphone, le matériel, l'envoi du courrier...

Le SNUipp compte
3 délégués du personnel sur 7
dans le département
Il assure la défense
de tous les personnels.

Mais le SNUipp, ce n'est pas que cela. Il se bat :

- **pour** la transformation de l'école (plus de maîtres que de classes, travail en petits groupes, abaissement des effectifs par classe, plus de concertation et de travail en équipe...).
- **pour** réfléchir sur les problèmes de société (prendre en compte les grands problèmes de société, construire avec d'autres des propositions pour combattre le chômage, l'exclusion, les inégalités...).

La période actuelle montre à quel point nous devons nous réfléchir et agir ensemble, combien nous avons à convaincre au-delà des seuls enseignants pour faire partager notre ambition pour le service public d'éducation.

Devenir adhérent, c'est participer au développement, c'est se donner collectivement les moyens d'agir sur l'avenir.

Rappelons, pour finir, que 66 % du montant de la cotisation sont déductibles du montant de l'impôt sur le revenu. C'est loin d'être l'argument prédominant mais c'est un fait.

**Se syndiquer
au SNUipp :**

*c'est décider ensemble,
c'est refuser l'isolement,
c'est donner à toute la profession
les moyens
de se défendre et d'avancer.
C'est effectuer un geste solidaire,
c'est exiger collectivement
une école de qualité !*

Adhérez dès maintenant



**en remplissant
le bulletin
dans ce guide.
SNUipp FSU 973**

Bât F n° 24
Cité Mont-Lucas
97300 Cayenne

Tél. : 05 94 30 89 84
06 94 27 15 29

mail : snu973@snuipp.fr
Fax : 05 94 30 51 03
<http://973.snuipp.fr>

Le SNUIPP s'engage à continuer d'exiger:

. la transparence et équité.

Le SNUipp est garant de la transparence et de l'équité dans les instances paritaires par la disponibilité, la compétence, l'investissement de ses délégués du personnel et par le travail d'équipe de ses militants.

Dans les CAPA (commissions administratives paritaires), ils siègent et sont force de proposition pour que soient respectés vos droits et faire évoluer les règles qui régissent vos carrières.

Dans les CTP (comités techniques paritaires), le SNUipp défend l'école de la Guyane et cherche à lui garantir chaque année des moyens supplémentaires.

Le SNUipp est aussi le vecteur d'une information claire et riche par le travail de ses délégués de secteur déployés sur tout le département, par une mise à jour régulièrement du site Internet, l'envoi régulier de mails et de notre journal « **fenêtre sur classes** ».

Il demeure une antenne d'écoute et un lieu d'expression pour tous les acteurs de notre école de Guyane, par ses permanences quasi-quotidiennes, une réponse rapide aux interrogations et la mise en place de colloques tels que

« le mal-être des enseignants ».

. Le respect de la diversité

La diversité culturelle et sociale de nos élèves guyanais ne doit pas être considérée comme un handicap mais plutôt comme un atout. C'est une richesse qu'il faut savoir respecter et mettre en valeur.

. Des moyens à la hauteur des besoins spécifiques de la Guyane.

Département sacrifié, la Guyane a besoin de plus que tout autre de moyens supérieurs à la moyenne nationale pour rattraper son retard et faire face aux défis de sa démographie galopante. Le SNUipp ne cesse de le rappeler à chaque occasion de l'élaboration de la carte scolaire.

Le SNUipp s'engage à continuer de lutter pour :

. une meilleure qualité de l'enseignement.

Vos représentants SNUipp luttent pour préserver les réseaux d'aide (RASED) et les CLIN, pour ne pas laisser des classes sans maître, pour permettre au personnel titulaire et non-titulaire en place de se former et pour permettre aux enseignants de réagir face aux mesures de réforme engagées par l'Etat.

. la défense du service public

Le SNUipp reste vigilant aux changements apportés à notre profession par une lecture et une interprétation expertes des textes de loi. Il informe, engage la réflexion des collègues et soutient leurs actions.

. des conditions de vie décentes sur tous les sites.

Notre département a des spécificités géographiques qui ont de lourdes conséquences sur la vie quotidienne de certains de nos collègues. Le SNUipp s'engage à établir un dialogue constructif entre les communes et l'administration afin d'apporter des améliorations visibles en matière de logements, de transports et de moyens de communication.

. Un égal accès à l'éducation pour tous les enfants de Guyane

Le SNUipp est membre du bureau de l'observatoire de la non-scolarisation dont il a été un des fondateurs avec la FSU. Notre syndicat contribue efficacement à évaluer le nombre d'enfants non-scolarisés en Guyane, à expliquer les raisons et à trouver des moyens d'actions pour pallier ce problème. Dans ce cadre, le SNUipp luttera, pour ne laisser aucun enfant non-scolarisé, déscolarisé en assurant les meilleures conditions d'enseignement, de transport, d'hébergement et de restauration.

Guyane



SNUipp

